

Burundi : l'opposition se choisit un leader et trace une ligne directrice

RFI, 01-08-2015 L'opposition burundaise parvient enfin à s'unir et se choisit un chef. Après la présidentielle trébuchée au Burundi remportée par le président Pierre Nkurunziza, toute l'opposition, qui avait boycotté ce scrutin, a décidé de se retrouver en Ethiopie il y a deux jours pour tenter de se réunifier. Beaucoup après le revirement du principal leader de l'opposition, Agathon Rwasa, avaient parié sur un échec après plusieurs tentatives de ce type, mais ils ont déjoué tous les pronostics. [Photo : Leonard Nyangoma, à la tête du Conseil national Cnared.]

Il s'agit d'une première. Après deux jours d'intenses discussions qui se sont clôturées pratiquement à l'aube ce samedi matin à Addis Abeba, l'opposition burundaise a décidé de se placer sous une même bannière : le Conseil national pour le respect de l'accord d'Arusha et la restauration d'un Etat de droit au Burundi (Cnared). Pour la première fois aussi, tous les leaders issus des partis politiques d'opposition "en exil ou pas", les anciens chefs d'Etat présents dans la capitale éthiopienne, les principaux activistes de la société civile, tous ont mis de côté leurs egos. Ont élu un opposant historique en exil, Leonard Nyangoma, à la tête de ce Conseil, a expliqué à RFI Léonce Ngendakumana, à son retour à Bujumbura samedi après-midi. Il s'agit d'une décision historique, dit-il, à la hauteur de l'enjeu politique à relever : celui de combattre le président Pierre Nkurunziza qui a violé l'accord de paix d'Arusha, la Constitution du Burundi en briguant un troisième mandat, selon Léonce Ngendakumana. Seul absent de marque sur la photo, Agathon Rwasa, considéré jusqu'ici comme le principal leader de l'opposition, et qui vient d'être élu premier vice-président de l'Assemblée nationale alors qu'il jurait s'être retiré du processus électoral. « Il a fait son choix, il n'est plus de l'opposition », tranche le président de l'ADC-Ikibiri. « Des personnes qui n'ont aucune crédibilité ». Samedi soir, Léonce Ngendakumana appelle Pierre Nkurunziza à revenir à la table de négociation et prévient : « À ce moment, nous avons choisi le combat politique ». Mais si le président Nkurunziza continue d'utiliser la force, il poussera l'opposition à la lutte armée. Sans fermer totalement la porte au dialogue, le porte-parole de la présidence Willy Nyamitwe souligne le peu de crédibilité qu'il accorde à cette nouvelle plateforme. « Le gouvernement du Burundi a toujours été ouvert au dialogue, c'est notre modus operandi. Alors les gens qui veulent revenir par la petite porte pour rentrer dans les institutions ce sont des personnes qui sont des "losers", affirme-t-il. Et quand vous additionnez putschistes, frondeurs, opposants radicaux, des gens qui ont été finalement des rejetés de la société burundaise qui sont à l'étranger, loin de la réalité burundaise, vous avez un groupe de gens qui au regard de la configuration de l'échiquier politique burundais sont des personnes qui n'ont aucune crédibilité. » RFI : « Même les anciens présidents ? » « Comme ils n'ont jamais été dans une élection et qu'ils ont été présidents du fait d'une transition électorale, ce sont des personnes qui ne représentent rien sur l'échiquier politique burundais », argue le porte-parole de la présidence. L'opposition unie a pour objectif de pousser à de nouvelles élections, consensuelles cette fois-ci. Mais Willy Nyamitwe le répète : cette plateforme n'aura aucun poids sur l'échiquier politique burundais. « Qu'ils se mettent ensemble ! Ils sont hors-jeu d'un commun accord. », selon Willy Nyamitwe, porte-parole de la présidence. A